

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Question N°185 du 8 mai 2007 de M. Claude Adam relative aux lits de vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Question N°186 du 8 mai 2007 de M. Marc Spautz relative au conseil et à la protection des consommateurs connectés à la télévision par «câble», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Question N°187 du 8 mai 2007 de M. Gast Gibéryen relative à une directive visant à libéraliser le marché postal d'ici le 1^{er} janvier 2009, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Question N°188 du 4 mai 2007 de M. Alexandre Krieps relative à la réduction des délais d'attente en matière d'IRM, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N°189 du 8 mai 2007 de M. Robert Mehlen relative à la capacité du Laboratoire National de Santé (LNS) d'effectuer une prévention efficace contre le cancer et plus particulièrement le cancer de l'utérus, adressée à M. le Ministre de la Santé
4. Question avec débat N°19 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réforme des délégations de personnel
5. Question avec débat N°17 de M. Robert Mehlen au sujet de la reconnaissance officielle de certaines formes de médecine «non conventionnelle» dans le système de sécurité sociale
6. Question avec débat N°18 de Mme Marie-Josée Frank relative aux problèmes liés au service médical d'urgence
7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2006
(Débat - Motion)
8. 5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant
 - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
 - la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. Demandes en naturalisation
- Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.
- (Début de la séance publique à 15.01 heures)

- déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.
2. Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:
- 1) **5721** - Projet de loi portant approbation - de l'Acte final de la Conférence internationale et décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie - de l'Amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adopté à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998, et des décisions y afférentes
- Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.04.2007
- 2) **5722** - Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1^{er} avril 1958
- Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.04.2007
- 3) **5723** - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg
- Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.04.2007
- 4) **5724** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 25 novembre 2005, tel que modifié par le règlement grand-ducal du 21 novembre 2006, concernant la participation du Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EUBAM) à Rafah
- Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 02.05.2007
- 5) **5725** - Projet de loi transposant la directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE du Conseil et les directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil
- Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 02.05.2007
3. En date du 24 avril 2007, la Chambre des Députés a été saisie de la pétition N°281 contre le projet de construction du foyer d'accueil pour toxicomanes, rue Dernier Sol, par des habitants du quartier.
4. «Avec ce débat, l'Assemblée parlementaire, temple de la protection des valeurs du Conseil de l'Europe, lance une nouvelle initiative visant à donner une photographie de la situation des droits de l'Homme et de la démocratie sur le continent.»
- Ainsi le Président de l'Assemblée parlementaire, Monsieur René van der Linden, a ouvert la séance du mercredi matin, 18 avril, journée qui était réservée exclusivement:
- a) à la situation des droits de l'Homme et de la démocratie en Europe, d'une part, avec les interventions de nombreuses personnalités, telles que:
- Mme Louise Arbour, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme;
 - M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe;
 - M. Jean-Paul Costa, Président de la Cour européenne des droits de l'Homme;
 - Mme Irene Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International;
 - M. Kenneth Roth, Directeur exécutif de Human Rights Watch;
 - M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe;
 - M. Halvdan Skard, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe;
 - M. Ugo Mifsud Bonnici, Vice-Président de la Commission européenne pour la démocratie par le droit, et
- b) au suivi des résultats obtenus par les États: évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée, d'autre part, avec les discours entre autres de:
- M. Jean-Michel Belorgey, ancien Président du Comité européen des droits sociaux;
 - M. Mauro Palma, Président du Comité européen pour la prévention de la torture;
 - Mme Eva Smith Asmussen, Présidente de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance;
 - M. Alan Philips, Président du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales.
- Il reste à signaler que lors du débat sur la situation des droits de l'Homme en Europe, le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, en sa qualité de rapporteur pour avis de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'APCE, est intervenu pour souligner qu'une Europe démocratique, soucieuse des droits de l'Homme, se doit de faire respecter les droits sociaux, conformément aux principes énoncés dans la Charte sociale européenne révisée.
- «Si l'on regarde objectivement la situation de l'insertion et de la pauvreté nous voyons qu'aujourd'hui près de 72 millions de citoyens européens sont exposés à un risque de pauvreté. Le chômage reste l'une des principales causes de pauvreté et d'exclusion, même si ce n'est pas la seule. L'Europe doit faire face à deux grands défis: la mondialisation qui nécessite une compétitivité accrue et l'évolution démographique qui se traduira à moyen terme par un vieillissement de la population européenne et à long terme par sa diminution.»
- Il propose, entre autres, pour faire face à ces enjeux:
- de créer les conditions d'un renouveau démographique par un soutien accru aux familles;
 - de réformer notre modèle social dans le sens d'une prise en charge plus collective pour développer la solidarité intergénérationnelle à l'échelle de la société, et
 - de prendre des mesures nécessaires pour que les rangs de la classe émergente des travailleurs pauvres cessent d'accroître et pour que le travail soit synonyme de dignité humaine et de qualité de vie et garantisse un taux d'inclusion maximale dans la vie sociale.
- L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en deuxième partie de session à Strasbourg du 16 au 20 avril 2007. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les membres suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Hauptert, Jean Huss.
- Après le discours d'ouverture du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, fut discuté le rapport d'activité du Bureau.
- En dehors des débats sur les droits de l'Homme précités figuraient à l'ordre du jour de la session les thèmes suivants:
- respect des obligations et engagements de l'Azerbaïdjan;
 - adhésion de la République du Monténégro au Conseil de l'Europe;
 - discours de M. Viktor Yanoukovitch, Premier Ministre de l'Ukraine;
 - la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Fiorenzo Stolfi, Ministre des Affaires étrangères de Saint-Marin, Président du Comité des Ministres;
 - code de bonne conduite des partis politiques;
 - candidats à la Cour européenne des droits de l'Homme;
 - équité des procès dans les affaires d'espionnage ou de divulgations de secrets d'État;
 - débat de politique générale avis sur le projet de memorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, et
 - la nécessité d'une convention du Conseil de l'Europe relative à la suppression de la

» M. le Président. - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen, Här Minister vun der Gesondheet?

» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Neen, Här President.

1. Communications

» M. le Président. - Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est

contrefaçon et du trafic de produits contre-faits et la qualité des médicaments en Europe.

Au cours de cette session ont eu lieu:

a) trois discussions selon la procédure d'urgence:

- la 1^{re} au sujet du «fonctionnement des institutions démocratiques en Ukraine»;

- la 2^e en rapport avec la «situation au Proche-Orient», et

- la 3^e sur un projet de convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, et

b) un débat d'actualité relatif au «Soudan et Darfour - la responsabilité de l'Europe».

Lors de cette deuxième partie de session l'Assemblée a adopté sept résolutions, quatre recommandations et trois avis en rapport avec les points à l'ordre du jour.

5. Par lettre du 23 avril 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 28 au 29 mars 2007:

- Résolution sur l'avenir des ressources propres de l'Union européenne;

- Résolution sur l'avenir du football professionnel en Europe;

- Résolution sur l'intégration des nouveaux États membres dans la PAC.



2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Präsidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno d'Questions avec débat vun den Häre Jacques-Yves Henckes a Robert Mehlen a vun der Madame Marie-Josée Frank. Uschléissend hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun deene Grénge iwwert d'Antitubaksgesetz, an dann de Projet de loi 5653 iwwert d'Autohaffpflicht. Um Enn vun der Sitzung huele mer och nach d'Naturalisatioun vir.

Muer um hallwer dräi presentéiert de Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker d'Deklaratioun zur Lag vun der Natioun, an iwwermuer moies um hallwer zéng an nomëttes um hallwer dräi féiert d'Chamber d'Debatt iwwert dem Här Statsminister seng Deklaratioun.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.



3. Heure de questions au Gouvernement

Mir kommen dann zur Froestonn un d'Regierung. Laut eisem Reglement, wësst Der, hunn d'Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir hir Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntworten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Opposition.

Als éischt hu mer d'Fro vun där honorabeler Madame Martine Stein-Mergen un de Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert d'Käschte vum Krankentransport. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°182 du 8 mai 2007 de Mme Martine Stein-Mergen relative à la prise en charge par l'UCM des prestations de transport du malade, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

» Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Gesondheetsminister, ech wëll haut net iwwert den Abus vun Ambulanztransporter schwätzen, obwuel een dorüwer ganz vill kéint soen. Ech wëll och keng Lanz hei brieche fir eis Taxi-Entrepreneuren, well ech perséinlech der Meinung

sinn, dass an deene meeschte Stied, déi ech kennen, de Service besser ass an d'Präisser méi niddreg.

Et geet awer hei ëm en eminent praktesche Problem. Oft kommen d'Patienten an d'Garde mat der Ambulanz, der Police oder mat Kolleegen, a si wëssen herno net, wa se dann net müssen dobleiwen, wéi se sollen heemkommen. Den öffentlichechen Transport läit zwar op der Hand, en ass awer a ville Fäll net praktikabel: Heiansdo sinn d'Leit am Pyjama, oder si hu bluddeg Kleeder un, oder ganz einfach, well nuets d'Bussen och net fueren.

Et bleift engem mat den heitege Reglementer dann näischt aneschters iwwreg wéi eng Ambulanz ze bestellen, well d'Transporter mam Taxi heem, déi gi just bei Seriëconsultatiounen rembourséiert. Als Alternativ gétt et nach d'Taxisambulanz, mä dës Méiglechkeet ass nëmme weénege Männer deier wéi d'Ambulanz an - ech weess dat aus eegener Erfahrung - ass och wesentlech manner komfortabel an de meeschte Fäll wéi den Taxi.

Meng Fro un de Gesondheetsminister wier also, der UCM eventuell dës Problem virzeleeën. Et ass weder u Ministère nach un ons heibannen, fir esou Saachen ze décidéieren, mä ech mengen awer, dass een ons Professionellen d'Méiglechkeet eventuell soll erëmginn oder ginn, fir heiansdo a verschiddene Fäll, an op Certificat médical selbstverständlech, den Taxi opzemaache fir dës Leit.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président.- Merci, Madame Stein-Mergen. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo, zoustänneg fir d'sozial Sécherheet, huet d'Wuert.

» M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Stein-Mergen hätt mer et eigentlech ganz einfach gemaach mat engem vun hire leschte Sätz: Et ass net de Gesondheets- an net de Sécurité-sociale-s-Minister, deen déi doten Dispositiounen am stillen Kämmerlein beschléisst, mä et ass d'Statutekommissioun vun der UCM, wou zwar de Sécurité-sociale-s-Minister eng Stëmm huet - awer nëmme eng -, an d'Décisioun duerch eng quasi paritéitesch Gestoun vun de Sozialpartner geholl gétt.

Ech wëll mech awer do net hannert de Sozialpartner verschannen, well déi dote Mesure an déi dote Regelung virun enger ganzer Rei vu Jore geholl ginn ass, wéi déi Transporter iwwerhandgehol hunn a wéi d'Krankekeese fir d'-te kéier virum Problem stoungen, wéi se Defiziter kéinten ofbauen ouni ze vill staark un déi grondsätzlech Leeschtungen ze goen. Dunn ass déi heiten Décisioun geholl ginn. Déi ass dann och vun deem deemolege Minister oder der Ministerin - ech weess net genee, wéini dass et décidéiert ginn ass - ënnerschriwwen ginn.

Wat de Fong ugeet vun der Madame Stein-Mergen hirer Interventioun, esou kann ech eng Rei vun hire Bemierkungen deelen, well et effektiv heiansdo méi gönschteg wär, wann een op den Taxi mat engem Certificat médical kéint ëmsteigen, amplat dass ee muss op eng Ambulanz zrëckgräifen. Fir dat doten awer richteg gefaasst ze kréien, misst ee mat deem noutwendige Fingerspëtzegefill virgoen, well soss géif dat erëm eng kéier entgleisen.

Et muss ee jo soen - an dat soll een net vergiessen ze soen -, dass eise Remboursement an de Krankekeesen europawäit an doriwwer eraus, intergalaktesch souguer, dee grousszüegsten, dee generösten iwwerhaupt ass a kaum an engem anere System ähnlech gutt rembourséiert gétt wéi hei zu Lëtzebuerg. Da féinnt ee sécher ëmmer eenzel Punkten, wou een nach kéint soen: Dat dote misst och nach gemaach ginn; mä wann een heiansdo de Choix huet, fir op eppes ze verzichten, fir dat Essenziell kennen ofzesécheren, bon, da mécht een eigentlech deen dote Choix, deen och gemaach ginn ass.

Ech wëll lech allerdéngs soen, dass d'Sozialpartner mat enger Rei vun Dispositiounen vun dësem Reglement befaasst sinn an net méi spéit wéi muer de Moien op eenzel Detailler vun där doter Regelung wäerten agoen. Ech kann lech elo net soen, wat erauskënnt, mä et ass schonn e Bewosstsi bei der UCM do, dass een an eenzelne Fäll kann Erliichterunge bréngen.

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann, déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Colette Flesch un d'Madame Familljeministesche iwwert d'Adoptioun. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°183 du 15 mars 2007 de Mme Colette Flesch relative à l'adoption, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

» Mme Colette Flesch (DP).- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, ech wollt folgend Fro un d'Familljeministesche stellen: Am Regierungsprogramm 2004 steet iwwert d'Adoptioun, an ech zitéieren: «Le Gouvernement envisage d'engager une réflexion sur cette question de société.» D'Madame Minister huet an engem vun deene seltene Sitzungen, déi mer dëst d'Joer an der Chamber haten, als Äntwert op meng Fro, déi mat dem Accouchement anonyme ze dinn hat, geäntwert, dass se bereet wär d'Diskussioun iwwert de Sujet vun der Adoptioun unzegoen.

Ech hunn dräi Froen. Si si ganz einfach.

Kann d'Madame Minister ons soen, ob schonn Iwwerleeungen um Niveau vun der Regierung an där Fro ugstellt si ginn?

Zweetens, wann dat sollt de Fall sinn, wéi wäit ass d'Regierung an där Diskussioun? Wat sinn d'Konklusiounen, intérimaire oder definitiv?

A schliesslech: A wat fir engem Délai kënnen mer ons erwaarden, dass eng eventuell Reform vun der legislativer Basis vun der Adoptioun hei an der Chamber kéint déposéiert ginn?

Merci, Här President.

» M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Madame Familljeministesche Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

» Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Flesch huet ewell e puermol probéiert, mir Froen ze stellen. Mir waren allen zwee hei, mä da waren esou vill Froen um Ordre du jour, datt mir ni zum Zuch komm sinn. Haut hu mer emol d'Chance, datt mer kënnen dorobber äntwerten.

D'Madame Flesch huet gefrot wéi et wier mat deem Débat iwwert d'Adoptiounen. Ech kann hir dozou soen, datt mer zënter 2006 amgaange sinn, mat deene verschiddene Services den Tour ze maachen, wou mer iwwerhaupt stinn hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn entre-temps e Centre de Ressources ageriicht, wou et eng kéier drëm geet mat all deene Leit, déi wëllen e Kand adoptéieren, obligatoresch eng Preparatioun eigentlech ze maachen, fir datt se iwwerhaupt kënnen Kanner adoptéieren. Dee Service - Service d'adoption heescht deen - gétt administrativ gëriert vun der Croix-Rouge, mä dee steet awer fir all Services, déi bestinn, zur Verfügung a steet deenen dann och op.

Da stellt ee sech selbstverständlech eng ganz Partie vu Froen, déi - géif ech soen - och ethesch Froe sinn. A vun dohier hu mer elo Kontakt opgehol mam Comité national d'éthique, fir ze kucken: Wat ass den Tour, och dee méi groussen Tour? An ech weess mech ze erënneren, datt besonnesch och deemools, wéi mer hei diskutéiert hunn, gesot gouf: Wéi geet dat da mat Kanner, déi médecament assistéiert op d'Welt kommen? Hunn déi och d'Recht ze wëssen, wien hire Papp ass? Wien hir Mamm ass, dat kéint ee jo do och soen, mä wien de Papp och ass?

Dat sinn also déi Froen, déi wierklech och méi fundamentaler sinn a wou et natierlech och net esou ganz séier eng Äntwert dorobber gétt. Dofir hu mer gesot, mir wëllen eis selbstverständlech virun allem inspiréieren an deene Froen eng kéier un der Convention de La Haye, déi ëm d'Adoptiounen an da selbstverständlech och ëm d'Kannerrechtsfroen dréint, an doropshin och kucke wat dann eventuell kéinte Propositionen sinn, wann dann d'Gesetz misst geännert ginn.

Wat och déi öffentlech Aarbecht ubelaangt, wäert den 8. Juni eng öffentlech Konferenz sinn, déi mer zesummen organiséiere mat der Aide à l'enfance de l'Inde an déi zum Thema huet „Betreuung von Adoptivkindern“.

Ech denken och, datt et wichteg ass, datt een och e bësselchen no baussen dat méi thematiséiert, mä ech sinn de Moment awer total an der Onméiglechkeet der Madame Flesch op hir drëtt Fro ze äntworten, fir ze soen, wéini mer esou wäit sinn, datt ee ka soen, wat an dem Gesetz kënnt geännert ginn, well mer elo emol amgaang sinn awer wierklech e groussen Tour ze maachen, wéi gesot eng kéier mat den Adoptiounsservices, mä dann awer och mat der Commission d'éthique respektiv och mat anere Leit, fir ze wëssen, wat - wann ee géif ufänken doranner ze änneren - een da géif maachen.

Merci, Här President.

» M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dann ass déi nächst Fro déi vum honorabelen Här Roger Negri un den Energieminister iwwert d'Stroumversuergung. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°184 du 4 mai 2007 de M. Roger Negri relative à l'interconnexion au niveau de l'approvisionnement en électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

» M. Roger Negri (LSAP).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 2. September 2004 am Ufank vun dëser Legislaturperiod hat ganz Lëtzebuerg während e puer Stonne kee Stroum. Näischt ass méi gaangen. Dir kënnt lech erënneren: D'Haushalter, d'Betribler an d'Verwaltung hate kee Stroum. Zum Beispill op der Schueberfouer hunn d'Leit vun de Spiller misse geholl ginn. Et war am hellen Dag. Wär et owes geschitt, wär et sécher nach zu vill méi Problemer komm.

Deemools ass gesot ginn, mir missten eis Stroumversuergungssécherheet verbesseren. Mir kréien eise Stroum jo zum groussen Deel vun der RWE aus Däitschland iwwert d'Stroumzouleitunge via Tréier, Heeschdref a Bauler an Däitschland Richtung Lëtzebuerg hei an d'Land eran.

Sengerzäit ass gesot ginn, dass keng Interconnexion électrique am Süde vum Land zwëschent der Cegedel an dem Sotel-Réseau besteet an dass dës Méiglechkeet soll analyséiert ginn. Des Weideren hu mir hei am Land eis eege Stroumzentral zu Veianen an d'Stroumzentral vun der TGV-Zentral um Belval vun der TWINerg.

Meng Fro duerfir: Kënnen dës zwou Anlagen, déi mer hei bei eis am Land hunn, och bei esou engem Blackout zu Hëllef geholl ginn?

De 4. November 2006 war e weidere generale Blackout an der Stroumversuergung, deen d'Länner ronderëm eis getraff huet, wou Lëtzebuerg awer glécklecherweis verschount ginn ass.

Aus all deem wëll ech den Här Energieminister, den Här Jeannot Krecké, froen, wat bis elo säit dem Blackout vum 2. September 2004 geschitt ass, a wat nach muss gemaach ginn, fir dass grösser Stroumpannen hei am Land an Zukunft, souwäit dat méiglech ass, net méi virkommen.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

» M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

» M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit dem September 2004 sinn eng Rei Saache geschitt, déi mat sech bréngen, dass ee muss dovun ausgoen, dass mer besser opgestallt sinn, méi sécher sinn, mä honnertprozenteg Sécherheet hu mer natierlech net. Dat ass onméiglech ze garantéieren.

Wat geschitt ass bei den Héichspannungsleitungen vun 220.000 Volt: Et ass eng komplett Mise à jour gemaach ginn op däitscher Säit. Dir wësst, dass deemools de Problem an Däitschland war.

Dat Zweet ass, et sinn eng ganz Serie vun Transformatore bäikomm uewe bei Niederstedem - do wou u sech de Problem war. Mir hu selwer en neien Dispatching mëttlerweil zu Heeschdref. An do ass och deen Dispatching zu Brauweiler, dee fir déi ganz Regioun zoustänneg ass. Déi Interconnexioun mat deem Dispatching ass elo besser.

Ech war selwer kucken. Deen neien Dispatching-Center, deen huet elo d'Méiglechkeet, all kéiers dann, wann Aarbechten ze geschéien hunn, eng Simulatioun ze maachen, wat d'Effeten dovun kënnen sinn. Mä Dir kënnt lech erënneren, bei deem grouse Blackout, deen elo war duerch dat Schëff uewe bei Bremen, do hate se och eng Simulatioun gemaach an et ass awer schifgaangen, mä si haten eng Simulatioun probéiert.

Mir hu mëttlerweil e ganz sophistiquéierte System, dee Scada heescht, do opgestallt - mä bon, eng absolut Sécherheet huet een net. Wat mer probéiert hunn, datt ass déi eenzel Connexiounen an d'Reaktionszäiten ze verbesseren, déi mer hunn op där enger Säit mat dräi Réseauen: Dem Réseau vun der RWE - Dir wësst, dass mer véier Héichspannungsleitungen, zweemol zwou u sech, hunn, déi aus Däitschland kommen; mir hunn eng vun 150.000 an eng vun 220.000, déi aus der Belsch kommen, a mir hunn u sech d'Sotel, déi och nach mat eraspillt, quitte dass déi aus der Belsch alimentéiert gétt fir de Moment.

Do ass och eng Checkléischt gemaach gi vun deene Manövern, déi direkt ze geschéien hunn. Dat war deemools nämlech net de Fall. Mir waren u sech ganz schlecht